

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL SYNDICAL**

N° DE_2026_043

Membres en exercice : 20

Présents : 14

Votants : 15

Nombre de votes « Pour » : 15

« Contre » : 0

Abstentions : 0

Le dix-neuf juin deux mille vingt-six, le Conseil Syndical du Syndicat Mixte des Eaux du Causse de Martel et de la Vallée de la Dordogne, dûment convoqué s'est réuni Salle des Mathieux ST DENIS LES MARTEL sous la Présidence de Jean Luc LABORIE, Président du SMECMVD.

PRESENTS : Jean Luc LABORIE, Jacques BOULONNE, Guy FLOIRAC, Michel LEVET, Julien DALE, Annie CAVIER, Olivier VITRAC, Guy MISPOULET, Christian DELRIEU, Jean-Claude GOUDOUBERT, Eric PICARD, Gilbert JENNY, Bertrand BOUDOU, Patrice GILLET

Représentés : Didier DELBREIL représenté par Jean Luc LABORIE

ABSENTS / EXCUSES : Jean Vincent FEIX, Philippe CASTANET, Gaëligue JOS, Jean-Philippe PAGEOT

Secrétaire de séance : Guy MISPOULET

Date de la convocation : 11 Juin 2026

Objet : Sollicitation financements auprès de l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour étude de vulnérabilité et étude SAFER

Monsieur le Président rappelle au Conseil Syndical que lors de la dernière séance du Conseil Syndical, il a été décidé de contribuer à la gestion à la préservation de la ressource en eau.

Les études SAFER et l'étude de vulnérabilité des périmètres de protection des Scanneaux, Scourtils et d'Ourjac s'inscrivent dans cette démarche.

Le SMECMVD a donc sollicité la SAFER pour l'assister dans une démarche de stratégie foncière pour maîtriser l'usage des parcelles dans la zone du périmètre de protection des Scanneaux, Scourtils et Scanneaux. Il s'agira également de déterminer la vulnérabilité de cette zone.

Ces études peuvent être financées par l'Agence de l'Eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité des membres présents et représenté :

- sollicite les financements auprès de l'Agence Eau Adour Garonne pour l'étude de vulnérabilité et l'étude SAFER

Date de transmission de l'acte: 25/06/2026
Date de reception de l'AR: 25/06/2026
046-200094647-DE_2026_043-DE
A G E D I

- mandate et autorise Monsieur le Président pour effectuer toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'aboutissement de cette procédure.

« DELAIS ET VOIES DE RECOURS : la présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULOUSE, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex) ou par l'application informatique en ligne Télérecours (accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>) dans le délai de deux mois à compter de sa notification et publication

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M le Président par courrier (46600 MARTEL). Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite du recours gracieux).

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Pour extrait conforme,

Le Président,
Jean Luc LABORIE

Le Secrétaire de séance,
Guy MISPOULET
Rendu exécutoire le :
Transmis en Sous-Préfecture le :
Publiée :

Date de transmission de l'acte: 25/06/2026
Date de reception de l'AR: 25/06/2026
046-200094647-DE_2026_043-DE
A G E D I